



**Nations Unies**

**Rapport sur les travaux  
de la réunion de 2019 du forum  
politique de haut niveau  
pour le développement durable  
organisée sous les auspices  
de l'Assemblée générale**

**New York  
24 et 25 septembre 2019**

**Assemblée générale  
Documents officiels session  
Supplément n° 2019**





**Rapport sur les travaux  
de la réunion de 2019 du forum  
politique de haut niveau  
pour le développement durable  
organisée sous les auspices  
de l'Assemblée générale**

**New York  
24 et 25 septembre 2019**



**Nations Unies • New York, 2020**

*Note*

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres et de chiffres. La simple mention d'une cote renvoie à un document de l'Organisation.

---

# Rapport sur les travaux de la réunion de 2019 du forum politique de haut niveau pour le développement durable organisée sous les auspices de l'Assemblée générale

[26 février 2020]

## Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Page</i>
I. Résolution adoptée par le forum . . . . .	6
II. Organisation des travaux et autres questions d'organisation . . . . .	13
A. Ouverture et durée de la réunion . . . . .	13
B. Participation . . . . .	13
C. Élection des membres du Bureau autres que le Président . . . . .	15
D. Adoption de l'ordre du jour . . . . .	15
E. Documentation . . . . .	15
III. Séance plénière . . . . .	16
IV. Dialogues entre dirigeantes et dirigeants . . . . .	17
A. Grandes tendances ayant une incidence sur la réalisation des objectifs de développement durable . . . . .	17
B. Accélérer la réalisation des objectifs de développement durable : points d'ancrage essentiels . . . . .	17
C. Mesures visant à tirer parti des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable . . . . .	17
D. Adapter les objectifs de développement durable au contexte local . . . . .	18
E. Partenariats pour le développement durable . . . . .	18
F. La vision 2020-2030 . . . . .	19
V. Texte issu du forum . . . . .	19
VI. Rapport sur les travaux du forum . . . . .	19
VII. Clôture du forum . . . . .	19

## Chapitre I

### Résolution adoptée par le forum

#### **Déclaration politique issue du forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices de l'Assemblée générale\***

*Le forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices de l'Assemblée générale*

1. *Adopte* la déclaration politique intitulée « Préparatifs pour une décennie d'action et de réalisations en faveur du développement durable : Déclaration politique issue du Sommet sur les objectifs de développement durable », annexée à la présente résolution ;

2. *Recommande* à l'Assemblée générale d'approuver, à sa soixante-quatorzième session, la déclaration politique telle qu'adoptée par le forum.

---

\* La déclaration a été ultérieurement approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution [74/4](#).

## Annexe

# Préparatifs pour une décennie d'action et de réalisations en faveur du développement durable : déclaration politique issue du Sommet sur les objectifs de développement durable

## I

### Notre engagement

1. Nous, chefs d'État et de gouvernement et hauts représentants, nous sommes réunis au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York les 24 et 25 septembre 2019 à l'occasion du Sommet sur les objectifs de développement durable<sup>1</sup>, afin d'examiner les progrès accomplis dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030<sup>2</sup>.
2. Nous restons fermement résolus à mettre en œuvre le Programme 2030, qui est un plan d'action pour l'humanité, la planète, la prospérité, la paix et les partenariats, un plan qui vise à libérer l'humanité de la tyrannie de la pauvreté et à prendre soin de notre planète et à la préserver pour les générations futures.
3. Nous soulignons que l'élimination de la pauvreté sous toutes ses formes et dans toutes ses dimensions, y compris l'extrême pauvreté, constitue le plus grand défi auquel l'humanité doit faire face et une condition indispensable au développement durable.
4. Aujourd'hui, nous lançons une action ambitieuse et accélérée pour nous permettre de réaliser notre vision commune d'ici à 2030, et nous nous engageons à faire de la prochaine décennie une décennie d'action et de réalisations. Nous maintiendrons l'intégrité du Programme 2030, notamment en veillant à ce que des mesures ambitieuses et continues soient prises pour atteindre les cibles associées aux objectifs de développement durable dont l'échéance est prévue pour 2020.
5. Nous réaffirmons l'engagement, qui est au cœur même du Programme 2030, de ne laisser personne de côté. Nous prendrons des mesures plus concrètes pour aider les personnes en situation de vulnérabilité et les pays les plus vulnérables et en premier lieu les plus défavorisés.
6. Nous réaffirmons également les principes énoncés dans le Programme 2030 et rappelons qu'il est par nature universel et que ses objectifs et cibles, intégrés et indissociables, concilient les dimensions économique, sociale et environnementale du développement durable.
7. Nous restons résolus à éliminer la pauvreté et la faim partout dans le monde d'ici à 2030 ; à combattre les inégalités qui existent dans les pays et d'un pays à l'autre ; à édifier des sociétés pacifiques et justes, où chacun a sa place ; à respecter, protéger et réaliser les droits de la personne et à parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation de l'ensemble des femmes et des filles ; à protéger durablement la planète et ses ressources naturelles. Nous demeurons également résolus à créer les conditions nécessaires à une croissance économique soutenue qui profitera à tous et s'inscrira dans la durée, au partage de la prospérité et au respect du principe d'un travail décent pour tous, compte tenu des différents niveaux de développement national et des capacités des pays.

---

<sup>1</sup> Forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices de l'A-Assemblée générale (Sommet sur les objectifs de développement durable).

<sup>2</sup> Résolution 70/1.

8. Nous sommes déterminés à donner corps à notre vision d'un monde où l'accès à une éducation inclusive et équitable de qualité, à une couverture médicale universelle et à des soins de santé de qualité, à la sécurité alimentaire et à une meilleure nutrition, à l'eau potable et à l'assainissement, à des sources d'énergie fiables et durables et d'un coût abordable et à des infrastructures résilientes et de qualité est assuré pour toutes et tous.

9. Nous sommes conscients des difficultés particulières auxquelles se heurtent les pays les plus vulnérables et, notamment, les pays d'Afrique, les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral, les petits États insulaires en développement et les pays en proie à un conflit ou sortant d'un conflit, ainsi que de celles qui sont propres aux pays à revenu intermédiaire, et qu'ils doivent surmonter pour parvenir au développement durable.

10. Nous réaffirmons que l'égalité des sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles contribueront de manière décisive à la réalisation de l'ensemble des objectifs et des cibles. La pleine réalisation du potentiel humain et du développement durable ne sera pas possible tant que la moitié de l'humanité continuera de se voir refuser la plénitude de ses droits humains et de ses chances.

11. Nous réaffirmons également que les changements climatiques constituent l'un des plus grands défis de notre temps. Nous nous inquiétons profondément de constater que les émissions de gaz à effet de serre continuent d'augmenter partout dans le monde et demeurons vivement préoccupés par le fait que tous les pays, en particulier les pays en développement, sont exposés aux effets néfastes des changements climatiques. Nous soulignons à cet égard que l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ces changements constituent une priorité immédiate et urgente.

12. Nous nous engageons à bâtir un monde dans lequel l'humanité vit en harmonie avec la nature, à conserver et utiliser de manière durable les ressources marines et terrestres de notre planète, notamment en recourant à des modes de consommation et de production durables, à inverser la tendance à la dégradation de l'environnement, à promouvoir la résilience, à réduire les risques de catastrophes et à mettre un terme à la dégradation des écosystèmes et à la perte de biodiversité.

13. Nous convenons qu'il faut redoubler d'efforts pour orienter et harmoniser les moyens de mise en œuvre du Programme 2030 avec nos objectifs, et nous sommes déterminés à accélérer la concrétisation des engagements pris dans les sept domaines d'intervention du Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement<sup>3</sup>.

14. À cet égard, nous devons unir nos forces dans le cadre de partenariats durables entre États, à tous les niveaux, et avec toutes les parties prenantes, y compris la société civile, le secteur privé, les universités et les jeunes.

15. Le Programme 2030 est la promesse que nous faisons aux enfants et aux jeunes d'aujourd'hui pour qu'ils puissent s'épanouir pleinement et porter haut le flambeau du développement durable pour le transmettre aux générations futures.

## **II**

### **Notre monde aujourd'hui**

16. Nous sommes conscients des nombreux efforts déployés à tous les niveaux depuis 2015 en faveur de la réalisation de la vision du Programme 2030 et des objectifs de développement durable. C'est ainsi que nous avons pu noter une forte

---

<sup>3</sup> Résolution 69/313, annexe.



mobilisation des pouvoirs nationaux, des municipalités, des autorités locales, de la société civile, du secteur privé, des milieux universitaires, des jeunes et d'autres acteurs. Nous constatons que les objectifs de développement durable sont de plus en plus incorporés dans les politiques, plans et budgets publics et dans les efforts de coopération au service du développement et nous constatons également l'intérêt et l'engagement croissants du secteur privé à l'égard de l'investissement durable. Les institutions multilatérales de développement et de financement mondiales, régionales et sous-régionales ont souscrit aux objectifs de développement durable et pris des mesures importantes pour les intégrer dans leurs activités.

17. Nous nous félicitons de l'action que mène actuellement le Secrétaire général pour repositionner le système des Nations Unies pour le développement afin de mieux aider les pays à mettre en œuvre le Programme 2030 et nous nous engageons à continuer de soutenir sa démarche.

18. Nous saluons les travaux du forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices du Conseil économique et social depuis l'adoption du Programme 2030, y compris l'examen des 17 objectifs de développement durable. Les examens nationaux volontaires présentés par 142 pays témoignent de l'action menée au niveau national pour donner la priorité à l'intégration des objectifs de développement durable dans les plans et politiques nationaux et pour rassembler toutes les composantes de la société autour de l'entreprise commune de réalisation du Programme 2030. Nous nous félicitons en outre des efforts déployés au niveau régional, notamment par les commissions régionales des Nations Unies et les forums régionaux sur le développement durable, ainsi que des contributions des grands groupes et de toutes les autres parties prenantes.

19. Nous prenons note avec satisfaction du rapport du Secrétaire général sur les objectifs de développement durable et du *Rapport mondial sur le développement durable*, y compris les points d'entrée pour la transformation et les leviers qui ont été définis pour la mise en œuvre du Programme 2030. Nous reconnaissons les possibilités qu'offre une démarche systémique et globale, compte tenu des liens entre les objectifs et les cibles. Ces deux rapports montrent que nous avons réalisé des progrès dans certains domaines, tels que la réduction de l'extrême pauvreté et de la mortalité néonatale et infantile ; l'amélioration de l'accès à l'électricité et à l'eau potable ; et l'élargissement de la couverture des aires protégées terrestres et marines.

20. Dans le même temps, nous sommes préoccupés par la lenteur des progrès accomplis dans de nombreux autres domaines. Les vulnérabilités sont nombreuses et les privations s'accroissent. D'après les évaluations, nous risquons de ne pas atteindre la cible relative à l'élimination de la pauvreté. La faim gagne du terrain. Les progrès vers l'égalité des sexes et l'autonomisation de l'ensemble des femmes et des filles sont trop lents. Les inégalités en matière de richesse, de revenus et de chances se creusent dans les pays et entre les pays. La perte de biodiversité, la dégradation de l'environnement, le rejet de déchets plastiques dans les océans, les changements climatiques et l'augmentation des risques de catastrophes se poursuivent à un rythme qui peut avoir des conséquences désastreuses pour l'humanité.

21. Nous savons également que les migrations internationales constituent une réalité pluridimensionnelle d'une importance majeure pour le développement des pays d'origine, de transit et de destination.

22. L'extrémisme violent, le terrorisme, la criminalité organisée, la corruption, les flux financiers illicites, les menaces sanitaires mondiales, les crises humanitaires et les déplacements forcés de populations risquent de réduire à néant une grande partie des progrès accomplis ces dernières décennies au titre du développement.

23. Dans de nombreuses régions du monde, les conflits et l'instabilité ont perduré ou se sont intensifiés et les catastrophes naturelles sont devenues plus fréquentes et plus intenses, causant des souffrances humaines indicibles et compromettant la réalisation des objectifs de développement durable. Notre aptitude à prévenir et à résoudre les conflits et à bâtir des sociétés résilientes, pacifiques, justes et inclusives s'est souvent révélée fragmentée et insuffisante.

### III

#### Notre appel à une action accélérée

24. Nous considérons que l'action doit être accélérée d'urgence à tous les niveaux et par toutes les parties prenantes, afin de réaliser la vision et les objectifs du Programme 2030. Nous soulignons également la nécessité d'une action concertée entre toutes les grandes conférences et réunions au sommet des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes, y compris le Programme d'action d'Addis-Abeba, qui fait partie intégrante du Programme 2030, le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030)<sup>4</sup>, le Nouveau Programme pour les villes<sup>5</sup>, le Programme d'action d'Istanbul en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020<sup>6</sup>, le Programme d'action de Vienne en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2014-2024<sup>7</sup> et les Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa)<sup>8</sup>. Nous reconnaissons l'existence de synergies entre la mise en œuvre du Programme 2030 et de l'Accord de Paris<sup>9</sup>.

25. Nous nous félicitons des mesures volontaires que les dirigeants se sont engagés à prendre lors du Sommet sur les objectifs de développement durable et tout au long de cette semaine de réunions de haut niveau.

26. Nous prions le Secrétaire général, dans le cadre de la suite donnée au Sommet sur les objectifs de développement durable et aux rapports sur les progrès accomplis au titre de la réalisation de ces objectifs, et dans la perspective du Sommet marquant le soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, d'amener les gouvernements, la société civile, le secteur privé et les autres parties prenantes à trouver des solutions et à accélérer les mesures visant à combler les lacunes systémiques décelées dans la mise en œuvre, au moment où nous nous engageons dans une décennie décisive du Programme 2030. Nous invitons également le Secrétaire général à donner, chaque année à l'occasion du débat général de l'Assemblée générale, un coup de projecteur sur des actions mobilisatrices menées aux fins de la réalisation de ces objectifs.

27. Pour manifester notre détermination à mettre en œuvre le Programme 2030 et à atteindre les objectifs de développement durable, nous nous devons de faire davantage et d'agir plus vite. À cette fin, nous nous engageons à :

a) **Ne laisser personne de côté** : nous mettrons l'accent sur les plus pauvres et les plus vulnérables dans nos politiques et nos actions. Les personnes vulnérables doivent être autonomisées. Parmi celles et ceux dont les besoins sont pris en compte dans le Programme 2030 figurent les enfants, les jeunes, les personnes handicapées,

<sup>4</sup> Résolution 69/283, annexe II.

<sup>5</sup> Résolution 71/256, annexe.

<sup>6</sup> *Rapport de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, Istanbul (Turquie), 9-13 mai 2011 (A/CONF.219/7)*, chap. II.

<sup>7</sup> Résolution 69/137, annexe II.

<sup>8</sup> Résolution 69/15, annexe.

<sup>9</sup> Voir FCCC/CP/2015/10/Add.1, décision 1/CP.21, annexe.

les personnes vivant avec le VIH/sida, les personnes âgées, les autochtones, les réfugiés, les déplacés et les migrants. Nous comptons nous assurer que les objectifs et les cibles sont atteints par toutes les nations et tous les peuples et par toutes les couches de la société, et nous veillerons à venir d'abord en aide aux plus défavorisés. Nous nous engageons à prendre des mesures ciblées et accélérées pour éliminer tous les obstacles juridiques, sociaux et économiques qui entravent l'égalité des sexes et l'autonomisation de l'ensemble des femmes et des filles ainsi que la réalisation et l'exercice de leurs droits fondamentaux ;

b) **Mobiliser un financement adéquat et bien ciblé** : pour combler le déficit de financement des objectifs de développement durable, les gouvernements, le secteur privé et les autres parties prenantes doivent se montrer plus ambitieux dans la mobilisation des ressources intérieures, publiques et privées, renforcer l'environnement propice aux investissements durables et honorer leurs engagements au titre de la coopération internationale pour le développement. Nous veillerons à ce que les politiques et les actions permettent d'aider en premier les plus défavorisés, en visant l'inclusion financière et en améliorant la compétitivité des microentreprises et des petites et moyennes entreprises, y compris des entreprises appartenant à des femmes et à des jeunes. Nous nous attacherons également à nous fixer des objectifs plus ambitieux en matière de moyens non financiers de mise en œuvre, notamment en soutenant un système commercial multilatéral universel, fondé sur des règles, ouvert, transparent, non discriminatoire et équitable, sachant que le commerce international est un moteur du développement ;

c) **Renforcer la mise en œuvre au niveau national** : nous nous engageons à rendre nos initiatives nationales pour la mise en œuvre du Programme 2030 plus ambitieuses, dans le respect des processus nationaux, les pays devant conserver la maîtrise de ces processus. Pour ce faire, nous nous emploierons activement à intégrer le Programme 2030 dans nos instruments de planification nationale, nos politiques, nos stratégies et nos cadres de financement ;

d) **Renforcer les institutions en vue de solutions plus intégrées** : nous mettrons résolument en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux et veillerons à ce que les processus décisionnels soient plus réactifs, inclusifs, participatifs et représentatifs. Nous nous efforcerons de donner aux institutions nationales les moyens de mieux tenir compte des liens, des synergies et des compromis entre les objectifs et les cibles grâce à une démarche mobilisant l'ensemble des pouvoirs publics à même d'apporter des changements transformateurs dans la gouvernance et les politiques publiques et d'assurer la cohérence des politiques en faveur du développement durable ;

e) **Renforcer l'action locale pour accélérer la mise en œuvre** : nous nous engageons à autonomiser et à appuyer les villes, les autorités et les communautés locales dans le cadre de la mise en œuvre du Programme 2030. Nous sommes également conscients du rôle crucial qu'elles jouent dans la réalisation des objectifs de développement durable ;

f) **Réduire les risques de catastrophe et renforcer la résilience** : nous nous engageons à poursuivre les politiques, les investissements et les innovations nécessaires afin de réduire les risques de catastrophe et de renforcer la résilience des pays, des économies, des communautés et des individus face aux chocs et aux catastrophes d'ordre économique, social et environnemental ;

g) **Relever les défis par la coopération internationale et renforcer le partenariat mondial** : nous reconnaissons que la nature intégrée des objectifs de développement durable appelle une action mondiale. Nous renouvelons notre engagement en faveur du multilatéralisme, afin de trouver de nouvelles façons de

travailler ensemble et de veiller à ce que les institutions multilatérales évoluent au rythme des changements rapides qui se produisent. Nous nous engageons à trouver des solutions justes et pacifiques aux différends et à respecter le droit international et les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, y compris le droit des peuples à l'autodétermination et l'obligation de respecter l'intégrité territoriale et l'indépendance politique des États ;

h) **Tirer parti de la science, de la technologie et de l'innovation en mettant davantage l'accent sur la transformation numérique au service du développement durable** : nous encouragerons la recherche, les initiatives de renforcement des capacités, les innovations et les technologies en vue de faire progresser les objectifs de développement durable et favoriserons l'utilisation de données scientifiques pour assurer la transition vers le développement durable. Nous encouragerons et soutiendrons une éducation de qualité et l'apprentissage tout au long de la vie pour faire en sorte que tous les enfants, les jeunes et les adultes acquièrent les connaissances et les compétences nécessaires pour façonner des sociétés plus résilientes, inclusives et durables, capables de s'adapter à l'évolution rapide des technologies. Nous favoriserons la coopération internationale pour aider les pays en développement à surmonter leurs difficultés d'accès aux technologies et à l'éducation ;

i) **Investir dans les données et statistiques relatives aux objectifs de développement durable** : nous nous engageons à renforcer nos capacités statistiques nationales pour combler les lacunes observées dans les données sur les objectifs de développement durable afin de permettre aux pays de fournir en temps voulu des données et des statistiques ventilées de qualité et fiables et à intégrer pleinement les objectifs de développement durable dans nos systèmes de suivi et de communication de l'information. Nous favorisons la coopération internationale visant le renforcement des capacités statistiques dans les pays en développement, en particulier les pays les plus vulnérables, qui ont le plus de mal à recueillir, à analyser et à utiliser des données et des statistiques fiables ;

j) **Renforcer le forum politique de haut niveau** : nous nous engageons à procéder à un examen ambitieux et efficace de la structure et des aspects organisationnels du forum politique de haut niveau ainsi qu'au suivi et à l'évaluation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 à l'échelle mondiale à la soixante-quatorzième session de l'Assemblée générale en vue de mieux combler les lacunes qui ont été constatées et de faire ce qu'il faut pour surmonter les difficultés, notamment en matière de financement, et ce pour renforcer davantage le caractère effectif et participatif de ce forum intergouvernemental et encourager les États à profiter des examens nationaux volontaires pour apprendre les uns des autres. Nous nous engageons également à poursuivre nos efforts visant à faire connaître le Programme 2030 au public mondial afin de le sensibiliser et de susciter une action accélérée.

28. Nous savons quel monde nous voulons. Nous nous engageons à intensifier nos efforts communs, dès à présent et au cours de la prochaine décennie, pour concrétiser cette vision d'ici à 2030. Des changements rapides sont possibles et les objectifs restent à portée de main si nous acceptons volontiers la transformation et accélérons leur réalisation.

## Chapitre II

### Organisation des travaux et autres questions d'organisation

#### A. Ouverture et durée de la réunion

1. Dans sa résolution [67/290](#), l'Assemblée générale a décidé que les réunions du forum politique de haut niveau pour le développement durable qui auraient lieu sous ses auspices seraient convoquées tous les quatre ans par son Président pour une durée de deux jours, au début de sa session, ainsi qu'à d'autres occasions, si elle en décidait ainsi exceptionnellement. Dans sa décision [73/522](#), l'Assemblée a décidé que le forum politique de haut niveau se tiendrait l'après-midi du 24 septembre et le 25 septembre. Les modalités énoncées dans les résolutions [67/290](#), [70/1](#) et [70/299](#) de l'Assemblée ont été prises en compte lors de l'organisation du forum.

2. À la 1<sup>re</sup> séance, le 24 septembre, le Président de l'Assemblée générale a déclaré ouverte la réunion de 2019 du forum politique de haut niveau pour le développement durable organisée sous les auspices de l'Assemblée et a formulé des observations liminaires.

3. À la même séance, le Secrétaire général et la Présidente du Conseil économique et social ont fait des déclarations.

4. À la même séance également, une présentation vidéo portant sur la période allant de l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030 à la fin du premier cycle de mise en œuvre a été projetée.

5. Toujours à la même séance, une conversation informelle a été animée par la Jeune Leader pour les objectifs de développement durable et fondatrice de la Young Beninese Leaders Association, Marlène Joannie Bewa, qui a fait une déclaration. Des présentations ont été faites par les membres ci-après du groupe indépendant de scientifiques chargés par le Secrétaire général d'élaborer le Rapport mondial sur le développement durable de 2019 intitulé « The future is now: science for achieving sustainable development » (Le futur, c'est maintenant : la science au service du développement durable) : le Directeur du Centre pour le développement et l'environnement de l'Université de Berne, Peter Messerli, l'ancienne Vice-Ministre des ressources naturelles et de l'environnement au Ministère de la planification du développement national/Agence nationale de planification du développement de l'Indonésie, Endah Murniningtyas, la doyenne de la Graduate School of International Studies de l'Ewha Woman's University de Séoul, Eun Mee Kim, et le Coordonnateur de l'Institute for Sustainable Development de l'Université des Indes occidentales (Jamaïque), David Smith. Au cours du débat qui a suivi, les membres du groupe indépendant de scientifiques ont répondu aux observations et aux questions de l'animatrice.

6. À la même séance, une présentation vidéo de l'appel à l'action lancé par les Championnes et champions des objectifs de développement durable a été projetée.

#### B. Participation

7. Ont assisté au forum les représentantes et représentants de l'Union européenne et des États suivants : Afghanistan, Algérie, Allemagne, Andorre, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Arménie, Australie, Bangladesh, Belize, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Chili, Chine, Colombie, Comores, Costa Rica, Croatie, Cuba, Danemark,

Djibouti, Égypte, El Salvador, Équateur, Espagne, Estonie, Eswatini, État de Palestine, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Hongrie, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Kiribati, Lettonie, Liban, Libye, Lituanie, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Malawi, Malte, Maroc, Maurice, Monténégro, Nauru, Népal, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Ouganda, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République démocratique populaire lao, République de Moldova, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Siège, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tadjikistan, Tchad, Tchéquie, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Viet Nam, Yémen et Zambie.

8. Ont également participé au forum les représentantes et représentants des organisations intergouvernementales suivantes : Agence internationale pour les énergies renouvelables, Banque africaine de développement, Chambre de commerce internationale, Communauté des Caraïbes, Conseil de coopération du Golfe, Conseil de l'Europe, Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale, Ligue des États arabes, Organisation de la coopération islamique, Organisation internationale de droit du développement, Organisation internationale de la jeunesse des pays ibéro-américains, Société andine de développement, Système d'intégration de l'Amérique centrale, Union internationale pour la conservation de la nature, Union interparlementaire et Université pour la paix.

9. Ont en outre participé au forum les représentantes et représentants des entités des Nations Unies et des institutions spécialisées et apparentées suivantes : Agence internationale de l'énergie atomique, Banque mondiale, Bureau de la Conseillère spéciale pour l'Afrique, Bureau des affaires spatiales du Secrétariat, Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes, Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, Centre du commerce international, Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, Commission économique pour l'Afrique, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Cour pénale internationale, Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, Fonds des Nations Unies pour la population, Fonds international de développement agricole, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation internationale du Travail, Organisation internationale pour les migrations, Organisation mondiale de la Santé, Programme alimentaire mondial, Programme des Nations Unies pour le développement, Programme des Nations Unies pour l'environnement, secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, Union internationale des télécommunications et Université des Nations Unies.

10. Les représentantes et représentants de nombreuses organisations non gouvernementales et de grands groupes ainsi que d'autres parties prenantes ont également participé au forum.

### C. Élection des membres du Bureau autres que le Président

11. Conformément à l'alinéa c) du paragraphe 6 de la résolution [67/290](#) de l'Assemblée générale, la réunion de 2019 du forum politique de haut niveau pour le développement durable organisée sous les auspices de l'Assemblée générale a été présidée par le Président de l'Assemblée.

12. À sa 1<sup>re</sup> séance, le 24 septembre, le forum a élu par acclamation les 21 Vice-Présidentes et Vice-Présidents de l'Assemblée générale aux vice-présidences du forum.

### D. Adoption de l'ordre du jour

13. À sa 1<sup>re</sup> séance, le forum a adopté son ordre du jour provisoire ([A/HLPF/2019/1](#)) :

1. Ouverture du forum politique de haut niveau pour le développement durable.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
3. Élection des membres du Bureau autres que le Président.
4. Séance plénière.
5. Dialogues entre dirigeantes et dirigeants.
6. Adoption de la déclaration politique issue du forum politique de haut niveau pour le développement durable.
7. Clôture du forum politique de haut niveau pour le développement durable.

### E. Documentation

14. Le forum était saisi des documents suivants :

- a) Ordre du jour provisoire ([A/HLPF/2019/1](#)) ;
- b) Projet de résolution déposé par le Président de l'Assemblée générale, intitulé « Déclaration politique issue du forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices de l'Assemblée générale » ([A/HLPF/2019/L.1](#)) ;
- c) Compte rendu, établi par la Présidente du Conseil économique et social, des travaux du forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices du Conseil à sa session de 2019 ([E/HLPF/2019/8](#)) ;
- d) Rapport du Secrétaire général intitulé « Édition spéciale : point sur les objectifs de développement durable » ([E/2019/68](#)) ;
- e) Rapport mondial sur le développement durable de 2019 intitulé « The future is now : science for achieving sustainable development » (Le futur, c'est maintenant : la science au service du développement durable), groupe indépendant de scientifiques nommés par le Secrétaire général, Nations Unies, New York, 2019 ;
- f) Rapport sur les objectifs de développement durable 2019, publication des Nations Unies, numéro de vente : E.19.I.6.

## Chapitre III

### Séance plénière

15. À sa 1<sup>re</sup> séance, le 24 septembre, le forum a entendu, au titre du point 4 de l'ordre du jour, des allocutions du Président de l'État de Palestine, Mahmoud Abbas (au nom du Groupe des 77 et de la Chine), du Président de la République du Malawi, Arthur Peter Mutharika (au nom du Groupe des pays les moins avancés), du Premier Ministre du Royaume de Thaïlande, Prayut Chan-O-cha (au nom de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est), du Premier Ministre de Sainte-Lucie, Allen Michael Chastanet (au nom de la Communauté des Caraïbes) et du Premier Ministre de la République de l'Ouganda, Ruhakana Rugunda (au nom des États d'Afrique).

16. À la même séance, le forum a également entendu des déclarations du Premier Vice-Président de la Commission européenne, Frans Timmermans, du Ministre paraguayen des affaires étrangères, Antonio Rivas Palacios (au nom du Groupe des pays en développement sans littoral), du Procureur général et Ministre des affaires étrangères et du commerce extérieur du Belize, Wilfred Elrington (au nom de l'Alliance des petits États insulaires), de la Ministre salvadorienne des affaires étrangères, Juana Alexandra Hill Tinoco (au nom du Groupe de pays de même sensibilité pour la promotion des pays à revenu intermédiaire), du Secrétaire d'État du Saint-Siège, Pietro Parolin, du Vice-Président de la République du Suriname, Michael Ashwin Adhin, du Vice-Premier Ministre, Représentant spécial du Président et Conseiller d'État chinois, Wang Yi, du Ministre d'État britannique pour le Commonwealth et l'Organisation des Nations Unies, Lord Tariq Ahmad, et du Ministre tchadien de l'économie et de la planification du développement, Issa Doubragne.

17. À sa 3<sup>e</sup> séance, le 25 septembre, le forum a entendu des allocutions du Premier Ministre de la République des Fidji, Josaia Voreqe Bainimarama (au nom des petits États insulaires en développement du Pacifique) et du Premier Ministre de la République de Vanuatu, Charlot Salwai Tabimasmas (au nom du Forum des îles du Pacifique).

18. À la même séance, le forum a entendu une déclaration du Secrétaire d'État auprès du Ministre français de l'Europe et des affaires étrangères, Jean-Baptiste Lemoyne (au nom du Groupe des Sept).

19. À la même séance également, le forum a entendu des allocutions du Premier Ministre du Royaume du Maroc, Saad-Eddine El Othmani, et de la Vice-Présidente de la République de Gambie, Isatou Touray.

20. Toujours à la même séance, le forum a entendu des déclarations du Ministre slovaque des affaires étrangères et européennes, Miroslav Lajčák, du Ministre cubain des affaires étrangères, Bruno Eduardo Rodríguez Parrilla, du Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie, Sergey Lavrov, du Ministre équatorien des affaires étrangères et de la mobilité humaine, José Valencia, du Ministre danois de la coopération au service du développement, Rasmus Prehn, du Ministre djiboutien des affaires étrangères et de la coopération internationale, Mahamoud Ali Youssouf, du Ministre zambien de la planification du développement national, Alexander Chiteme, du Ministre tunisien des affaires étrangères, Khemais Jhinaoui, et du Vice-Ministre nicaraguayen de l'environnement et des ressources naturelles, Javier Gutiérrez Ramírez.



## Chapitre IV

### Dialogues entre dirigeantes et dirigeants

#### A. Grandes tendances ayant une incidence sur la réalisation des objectifs de développement durable

21. À sa 1<sup>re</sup> séance, le 24 septembre, le forum a tenu, au titre du point 5 de l'ordre du jour, intitulé « Dialogues entre dirigeantes et dirigeants », un premier dialogue, sur le thème « Grandes tendances ayant une incidence sur la réalisation des objectifs de développement durable ». Le dialogue a été animé par le Président de la République du Ghana, Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, et la Première Ministre du Royaume de Norvège, Erna Solberg, qui ont fait des déclarations liminaires.

22. Le forum a entendu des déclarations du Président de la République turque, Recep Tayyip Erdoğan, du Président de la République de Colombie, Iván Duque Márquez, de la Présidente de la République d'Estonie, Kersti Kaljulaid, du Président de la République fédérale du Nigéria, Muhammadu Buhari, du Président de la République de Bulgarie, Rumen Radev, du Président de l'Ukraine, Volodymyr Zelenskyy, du Premier Ministre du Japon, Shinzo Abe et du Premier Ministre de la République de Slovénie, Marjan Šarec.

23. Le Président du Groupe de la Banque mondiale, David Malpass, et la Coprésidente du Groupe mondial des jeunes autochtones, Jessica Ortega, ont également fait des déclarations.

#### B. Accélérer la réalisation des objectifs de développement durable : points d'ancrage essentiels

24. À sa 2<sup>e</sup> séance, le 25 septembre, le forum a tenu un deuxième dialogue entre dirigeantes et dirigeants, sur le thème « Accélérer la réalisation des objectifs de développement durable : points d'ancrage essentiels ». Le dialogue a été animé par le Président de la République du Costa Rica, Carlos Alvarado Quesada, et la Première Ministre de la République d'Islande, Katrín Jakobsdóttir.

25. Le forum a entendu des déclarations du Président de la République arabe d'Égypte, Abdel Fattah Al Sisi, du Président du Monténégro, Milo Đukanović, du Président de la République de Sierra Leone, Julius Maada Bio, du Président et Commandant en chef des forces de défense de la République du Kenya, Uhuru Kenyatta, du Président de la République de Kiribati, Taneti Maamau, du Roi Willem-Alexander des Pays-Bas, du Président de la République du Pérou, Martín Vizcarra Cornejo, du Président de la République de Pologne, Andrzej Duda, et du Premier Ministre de Saint-Vincent-et-les Grenadines, Ralph E. Gonsalves.

26. Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Qu Dongyu, et une représentante de l'organisation non gouvernementale La Via Campesina, Paula Gioia, ont également fait des déclarations.

#### C. Mesures visant à tirer parti des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable

27. À sa 2<sup>e</sup> séance, le 25 septembre, le forum a tenu un troisième dialogue entre dirigeantes et dirigeants, sur le thème « Mesures visant à tirer parti des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable », animé par le

Président de la République de Finlande, Sauli Niinistö, et le Premier Ministre d'Antigua-et-Barbuda, Gaston Browne.

28. Le forum a entendu des déclarations du Président de la République du Kazakhstan, Kassym-Jomart Tokayev, du Président du Gouvernement du Royaume d'Espagne, Pedro Sánchez Pérez-Castejón, du Président du Gouvernement de la République de Macédoine du Nord, Zoran Zaev, du Premier Ministre de la République du Tadjikistan, Qohir Rasulzoda, du Taoiseach (Premier Ministre) et Ministre de la défense de l'Irlande, Leo Varadkar, et du Premier Ministre de la Jamaïque, Andrew Holness.

29. Des déclarations ont également été faites par la Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Afrique, Vera Songwe, au nom des cinq commissions régionales, et par la Vice-Présidente exécutive de Mastercard, Ann Cairns.

#### **D. Adapter les objectifs de développement durable au contexte local**

30. À sa 2<sup>e</sup> séance, le 25 septembre, le forum a tenu un quatrième dialogue entre dirigeantes et dirigeants, sur le thème « Adapter les objectifs de développement durable au contexte local ». Le dialogue a été animé par la Présidente de la République de Croatie, Kolinda Grabar-Kitarović, et la Première Ministre de la République populaire du Bangladesh, Sheikh Hasina.

31. Le forum a entendu des déclarations du Roi Mswati III d'Eswatini, du Président de la République des Palaos, Tommy Esang Remengesau Jr., du Premier Ministre du Royaume du Bhoutan, Lotay Tshering, du Président de la République de Nauru, Lionel Rouwen Aingimea, et du Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères et du commerce de l'État indépendant du Samoa, Tuilaepa Sailele Malielegaoi.

32. L'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement, Achim Steiner, la Présidente de l'Union interparlementaire, Gabriela Cuevas Barron, et la maire de Surabaya (Indonésie), Tri Rismaharini, ont également fait des déclarations.

#### **E. Partenariats pour le développement durable**

33. À sa 3<sup>e</sup> séance, le 25 septembre, le forum a tenu un cinquième dialogue entre dirigeantes et dirigeants, sur le thème « Partenariats pour le développement durable ». Le dialogue a été animé par la Présidente de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, Sahle-Work Zewde, qui a fait une déclaration liminaire.

34. Le forum a entendu des déclarations du Président de la République des Seychelles, Danny Faure, de la Présidente de la Géorgie, Salome Zourabichvili, du Président de la République de Moldova, Igor Dodon, du Président de la Roumanie, Klaus Werner Iohannis, du Premier Ministre de la République tchèque, Andrej Babiš, du Premier Ministre du Royaume de Suède, Stefan Löfven, du Premier Ministre de la République de Cabo Verde, José Ulisses Correia e Silva, et du Premier Ministre et Chef du Gouvernement de la République de Madagascar, Christian Ntsay.

35. Le Secrétaire général de la Chambre de commerce internationale, John Denton, le Président de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina, et la Secrétaire générale de la Confédération syndicale internationale, Sharan Burrow, ont également fait des déclarations.

## **F. La vision 2020-2030**

36. À sa 3<sup>e</sup> séance, le 25 septembre, le forum a tenu un sixième dialogue entre dirigeantes et dirigeants, sur le thème « La vision 2020-2030 ». Le dialogue a été animé par le Vice-Président de la République d'Indonésie, Muhammad Jusuf Kalla, et le Ministre maltais des affaires étrangères et de la promotion du commerce, Carmelo Abela.

37. Le forum a entendu des déclarations du Président de la République de Lettonie, Egils Levits, du Premier Ministre de la Malaisie, Mahathir Bin Mohamad, du Chef du Gouvernement de la Principauté d'Andorre, Xavier Espot Zamora, du Président de l'Union des Comores, Azali Assoumani, du Président de la Hongrie, János Áder, et du Premier Ministre de la République d'Arménie, Nikol Pashinyan.

38. La Directrice exécutive de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, Phumzile Mlambo-Ngcuka, et le Directeur de l'Union mondiale des aveugles, José Viera, ont également fait des déclarations.

## **Chapitre V**

### **Texte issu du forum**

39. À sa 1<sup>re</sup> séance, le 24 septembre, le forum a adopté le projet de résolution intitulé « Déclaration politique issue du forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices de l'Assemblée générale » ([A/HLPF/2019/L.1](#)).

## **Chapitre VI**

### **Rapport sur les travaux du forum**

40. À sa 3<sup>e</sup> séance, le 25 septembre, le forum a autorisé le Président à établir le rapport sur les travaux du forum conformément à la pratique en vigueur à l'ONU.

## **Chapitre VII**

### **Clôture du forum**

41. À la 3<sup>e</sup> séance, le 25 septembre, Ameer Brown a déclamé des poèmes sur scène.

42. À la même séance, une présentation vidéo sur l'action menée par des personnes du monde entier durant les réunions du forum a été projetée.

43. À la même séance également, le forum a entendu une déclaration de la Jeune Leader pour les objectifs de développement durable Trisha Shetty.

44. Toujours à la même séance, la Vice-Secrétaire générale a fait une déclaration.

45. À la même séance, le Président de l'Assemblée générale a fait une déclaration finale et prononcé la clôture de la réunion de 2019 du forum politique de haut niveau pour le développement durable organisée sous les auspices de l'Assemblée.